



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat Général aux
Affaires Départementales**

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ N° 52-2026-05-0004 DU 5 MAI 2026

**modifiant l'arrêté préfectoral n° 406 du 03 janvier 2017 portant prescriptions
pour l'exploitation d'une fonderie d'aluminium par la société SOREMO
sur le territoire des communes de CHAUMONT et de VILLIERS-LE-SEC**

**La Préfète de la Haute-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de l'Environnement, et notamment les livres V des parties législative et réglementaire ;

VU la directive n° 2010/75/UE relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

VU l'ordonnance n° 2012-7 du 5 janvier 2012 portant transposition du chapitre II de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

VU le décret n° 2013-374 du 2 mai 2013 portant transposition des dispositions générales et du chapitre II de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

VU les rubriques n° 2552 et n° 3250 de la nomenclature des installations classées ;

VU le décret du 13 juillet 2023 nommant Mme Régine PAM, préfète de la Haute-Marne ;

VU le décret du 25 octobre 2023 nommant M. Guillaume THIRARD, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 406 du 03 janvier 2017 modifié portant prescriptions pour l'exploitation d'une fonderie d'aluminium par la société SOREMO sur le territoire des communes de CHAUMONT et de VILLIERS-LE-SEC ;

VU l'arrêté préfectoral n° 52-2025-07-00060 du 12 juillet 2025 portant délégation de signature à M. Guillaume THIRARD, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne ;

VU le rapport et les conclusions de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL) du Grand Est établis le 19 mars 2026 comme suite à la visite le 26 février 2026 de site exploité par la société SOREMO sur le territoire des communes de CHAUMONT et de VILLIERS-LE-SEC ;

VU l'absence de remarques de la société SOREMO lors de la procédure contradictoire ;

CONSIDÉRANT que la société SOREMO sise à CHAUMONT relève du régime de l'autorisation des installations classées pour la protection de l'environnement au titre des rubriques n° 2552, 2713, 2791 et 3250 ;

CONSIDÉRANT que le seuil du régime de l'autorisation de la rubrique n° 2552 pour la fonderie (fabrication de produits moulés) de métaux et alliages non ferreux est supérieur à 2 tonnes par jour et que celui de la rubrique n° 3250 pour la transformation de métaux non ferreux est supérieur à 20 tonnes par jour ;

CONSIDÉRANT que la production journalière autorisée par l'arrêté préfectoral susvisé au titre des rubriques n° 2552 et n° 3250 est de 35 tonnes par jour et que la production constatée se situe autour de 40 tonnes par jour ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire d'actualiser l'arrêté préfectoral n° 406 du 03 janvier 2017 susvisé ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1 :

Les dispositions de l'article suivant s'appliquent pour le site exploité par la société SOREMO sur le territoire de la commune de CHAUMONT et de VILLIERS-LE-SEC.

Article 2 :

Les lignes des rubriques n° 2552 et n° 3250 du tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 406 du 03 janvier 2017 susvisé sont remplacées par les lignes suivantes :

«

Rubrique	Aliné a	A, D, DC, NC	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Volume autorisé
3250	3.a	A	Production, transformation des métaux et alliages non ferreux : 3. Autres métaux non ferreux : a) Fusion, y compris alliage, incluant les produits de récupération, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour.	Four de fusion d'aluminium	40 t/j
2552	1	A	Fonderie (fabrication de produits moulés) de métaux et alliages non-ferreux: 1. supérieure à 2t/j.	Four de fusion d'aluminium	40 t/j

»

Article 3 :

Le présent arrêté sera transmis aux communes de CHAUMONT et de VILLIERS-LE-SEC pour affichage pendant une durée d'un mois. Il pourra également y être consulté.

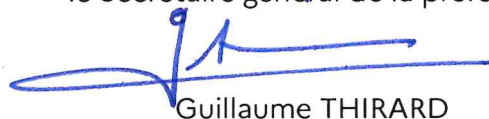
Il sera publié sur le site internet de la Préfecture de la Haute-Marne pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 :

Le Secrétaire général de la Préfecture de la Haute-Marne et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand-Est, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SOREMO et transmis aux maires des communes de CHAUMONT et de VILLIERS-LE-SEC.

CHAUMONT, le - 5 MAI 2026

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire général de la préfecture



Guillaume THIRARD

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le cas échéant, le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » (www.telerecours.fr). Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans le même délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification.

